

La réforme fiscale selon Idea

L'ASBL Idea a présenté, hier, son avis annuel sur la situation économique du Luxembourg. Et a délivré quelques messages à destination du gouvernement.

L'inquiétude ne semblait pas de mise, à la Chambre de commerce, lorsque Idea a livré son commentaire sur la situation du Grand-Duché, hier. Mais elle ne voit pas non plus tout en rose.

Lorsqu'il s'agit de commenter la situation de l'économie luxembourgeoise, la fondation Idea n'est jamais à court d'idées. Ni de commentaires. Hier, celle-ci a présenté son troisième avis annuel sur la situation et les perspectives socioéconomiques du Luxembourg. Le Luxembourg a, selon la fondation, «la tête dans les étoiles et les pieds sur terre». Une allusion à l'intention

d'établir un cadre légal pour l'exploitation minière de l'espace.

En fait, au Grand-Duché, économiquement parlant, «alles ass gudd, ² besser» (tout va bien, même mieux). En 2015, le taux de croissance était de 4,8 %, soit «le deuxième taux le plus élevé depuis 2007», souligne Idea dans son rapport. Il était de 5,7 % en 2010. Marc Wagener, le directeur de la fondation, prévoit une croissance en hausse de 3,4 % pour cette année. Un chiffre qui sera régulièrement révisé au fil des mois. La robustesse de notre économie s'explique par le «triptyque» suivant : une triple per-

formance économique par rapport à celle de la zone euro dont le taux de croissance n'est que de 1,6 %, le «triple choc» absorbé, dû à la fin de l'e-TVA, la hausse de certains taux de TVA au 1^{er} janvier 2015 et l'introduction de l'échange automatique des informations bancaires, et enfin la conservation du triple «A» délivré par les agences de notation. Tous ces «chocs» ont été «**extrêmement bien digérés**» a commenté Marc Wagener. La conjoncture actuelle favorable a profité au marché du travail et a confirmé «l'attractivité comme la compétitivité du pays». En plus d'un solde des administra-

tions publiques positif depuis la 5^e année consécutive, le taux de chômage a diminué, atteignant en février les 6,5 %. L'emploi total inférieur, salarié et non salarié, a progressé de «plus 10 000 unités» entre décembre 2014 et décembre 2015.

Cette situation saine décrite par la fondation ne doit pas conduire à «sous-estimer» ce qu'elle appelle «le risque de dérapage imprévu» dans un petit pays très sensible aux «soubresauts conjoncturels» et aux chocs venant des autres pays, difficilement prévisibles et absorbables par notre économie.

➤ Des chocs très bien digérés

Pour maintenir la croissance et accompagner la réforme fiscale du gouvernement, le think tank propose tout simplement l'exonération de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), de l'impôt de solidarité et de l'impôt sur la fortune pour les entreprises non financières. «**Les activités financières et d'assurances paient 73 % de l'IRC et de l'impôt sur la fortune**», analyse Marc Wagener. Selon lui, «**l'IRC est très complexe pour les PME, tout cela pour un rendement de 450 millions d'euros**». Pour Idea, les exonérer d'impôts permettrait une hausse des salaires et des investissements. «**Cela constituerait une attractivité de plus pour le pays.**»

Autre ressource que l'État pourrait privilégier, celle du foncier, qui ne représente aujourd'hui que 0,1 % du PIB, alors que la moyenne européenne est de 1,4 %. Mais Idea ne veut pas que cela pèse sur les propriétaires pauvres, tout en espérant en retirer 150 millions d'euros pour les comptes de l'État.

Au niveau individuel, l'ASBL croit qu'une réforme de l'abattement sur les droits d'enregistrement lié à l'achat d'un logement, mais aussi la fin de la déductibilité des cotisations d'épargne-logement et un ajustement de l'abattement extra-professionnel au niveau des revenus permettraient de nouvelles recettes de 160 millions d'euros.

Comme quoi, avec Idea, les économies sont assez simples à trouver. Mais entre la théorie et la réalité, l'écart est parfois important.



Photo : isabella finzi

Idea et son directeur, Marc Wagener (à d.), espèrent être entendus par le gouvernement.